

Fonds arabe pour le développement économique et social (Fonds arabe)

B.P. 21923
Safat 13080, Koweït
Tél. : (965) 484-4500
Télec. : (965) 481-57150/60/70

Le Fonds arabe pour le développement économique et social est un organisme de financement régional arabe juridiquement indépendant qui a été établi en 1968, mais qui n'est entré en activité qu'en 1974. Le Fonds arabe fournit des prêts et des services d'aide technique pour la réalisation de projets qui s'inscrivent dans l'esprit des programmes de développement des pays arabes. Les 22 pays membres de la Ligue des États arabes, à l'exception du Koweït, de l'Arabie Saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis - donc des États les plus riches aux États les plus pauvres -, en ont bénéficié jusqu'à maintenant. Le Fonds sert à financer des projets uniquement dans les pays arabes.

Le capital libéré du Fonds est de plus de 3 milliards de dollars et la valeur totale des prêts consentis est d'environ 10 milliards de dollars. Les principaux actionnaires sont l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis.

L'Irak, le Soudan et la Somalie ont été exclus du Fonds en 1993. La Palestine et la Jordanie en sont des membres actifs et sont admissibles aux prêts accordés dans le cadre du Fonds.

Le Fonds arabe consent des prêts tant aux gouvernements qu'aux organismes et établissements publics et privés à des conditions de faveur, en accordant la préférence aux projets qui ont une importance cruciale pour le monde arabe et aux projets conjoints auxquels participent plusieurs pays arabes. Il encourage l'investissement de capitaux publics et privés d'une manière propre à favoriser le développement et la croissance de l'économie arabe.

Prêts. Il s'agit de prêts à long terme prévoyant un différé d'amortissement égal à la durée de mise en oeuvre du projet, plus un an; les taux d'intérêt varient entre 3 %, pour les pays les plus pauvres, et 4,5 % pour les autres pays et la période de remboursement maximale se situe entre 22 et 25 ans. Les prêts servent principalement à financer des projets d'infrastructure. Le montant des prêts consentis en 1996 a été d'environ 1 224 millions de dollars canadiens. Neuf pays arabes ont bénéficié de ces prêts. En 1996, l'accent a été mis sur les projets liés à l'électricité, auxquels on a consacré 57,4 % du montant total des prêts. On a aussi financé des projets dans le secteur de l'agriculture et du développement rural (13,7 % des prêts), des réseaux de distribution d'eau et d'égout (10,5 %)